

Résumés

Nadir BOUMAZA : *Du changement, de sa nécessité et du cas de l'Algérie. Comment rentrer chez soi ?*

Nous esquissons dans ce texte une approche du changement et de la sortie de crise posée à l'Algérie contemporaine en prônant une connaissance et une prise en compte du réel social et culturel algérien dans l'organisation institutionnelle de la nation et de l'État. La démarche fait de la prise en compte des rapports de parenté, de la tribu, de l'histoire et de la culture les vecteurs d'organisation du changement outre la référénciation de l'action publique qui n'est pas évoquée.

Mots-clés : changement - identification de soi - nation - État - Algérie.

Belakhdar MEZOUAR : *Les sciences sociales en Algérie face au changement*

Comment la question du changement social est-elle abordée dans les sciences sociales en Algérie ? Comment la dualité modernité et tradition a-t-elle pris place dans ce débat ? Ce texte tente de rendre compte, non pas des tenants et des aboutissants des débats relatifs à la question du changement social, mais d'en faire un état des lieux.

Nous distinguons entre trois thèses, celle de la traditionnalité, de la modernité, et de l'ambivalence culturelle. Les trois thèses sont développées au regard des mutations que traverse la société algérienne depuis l'indépendance et aux politiques de développement et d'industrialisation menées par le pouvoir politique.

Mots-clés : changement - modernité - tradition - culture - développement - Algérie.

Omar BESSAOUD : *Penser le changement ou comment interpréter les « révolutions arabes » un an après ?*

L'article tente de saisir les éléments pour une compréhension du changement en cours dans les sociétés d'Afrique du Nord. Il fait allusion aux contradictions de sociétés ayant connu de profondes mutations au cours des dernières décennies. Les révoltes des sociétés arabes et maghrébines sont le résultat de bouleversements démographiques, culturels et anthropologiques, mais aussi de contradictions issues d'un modèle de croissance économique d'orientation libérale. Ce modèle a accentué, dans tous ces pays, des inégalités sociales et territoriales, favorisé le développement de la pauvreté dans les villes et les campagnes, du taux de chômage et de l'inflation. La dernière crise alimentaire suivie de la crise économique et financière (2007-2008) a révélé la vulnérabilité de ce modèle de croissance économique rentier, aux structures peu diversifiées, sous-industrialisées, et essentiellement, tournées sur les marchés extérieurs. La

Tunisie, suivie de l'Égypte, et dans une moindre mesure, du Maroc, qui avaient assuré les conditions d'intégration dans le système mondial capitaliste, ont été les pays qui ont été les plus exposés aux effets directs et indirects de la crise mondiale. Partout, la tension politique s'accroît, elle inaugure une période faite d'incertitudes sans assurer les ruptures politiques, économiques, et sociales avec les héritages du passé.

Mots-clés : crise économique - modèle de croissance - changement social - modernité - élites sociales.

Madani SAFAR ZITOUN : Violence et rente urbaines : quelques réflexions critiques sur la ville algérienne d'aujourd'hui

Cette contribution a pour objet d'essayer d'interpréter le sens réel et, non pas, fantasmé que revêtent les émeutes urbaines, récurrentes, observées en Algérie depuis plus d'une vingtaine d'années. A travers une analyse de certaines impasses conceptuelles développées par certains auteurs, et une mise en contexte historique et sociologique du cadre socio-politique général dans lequel se déploient ces mouvements sociaux, il est montré combien ces derniers s'intègrent dans une logique de captation des rentes urbaines, comme formes dérivées de la rente pétrolière distribuée abondamment par le pouvoir politique dans sa stratégie de maintien du pacte social patrimonial, garant de la paix sociale, héritée de la période de la décolonisation. Il est également question d'un certain nombre de constantes structurelles, comme par exemple, le maintien d'un fort taux de non-recouvrement des loyers des logements distribués par l'Etat depuis plus de cinquante années. Ces constantes structurelles remettent en question le discours idéologique sur le changement dans les mécanismes de distribution largement développé, à la fois, par les autorités publiques et par les analystes de l'urbain. Ce qui l'amène à dire que ces émeutes, et leur récurrence ne font qu'exprimer la situation de transition inachevée des systèmes urbains algériens, qui éprouvent d'énormes difficultés à sortir du paradigme rentier.

Mots-clés : émeutes urbaines - mouvements sociaux urbains - rente urbaine - rente pétrolière - pacte patrimonial - Algérie.

Belkacem BENZENINE : La femme algérienne et le changement : rôle et performance des politiques publiques

Nous avons tenté à travers cet article de cerner les politiques publiques algériennes qui se sont succédées depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, en nous focalisant sur l'aspect social, sans pour autant ignorer les aspects économique et politique.

Cet article part d'une hypothèse qui stipule que le changement auquel on aspire quant à la participation des femmes dans la vie publique dépend du niveau de performances des gouvernements et de la volonté des autorités politiques. Cet article traite, également, de l'intérêt que portent les autorités algériennes à l'intégration des femmes, et cela à partir de l'approche du genre dans la préparation des plans gouvernementaux visant la participation de la

femme dans la vie socio-politique et économique du pays. Notre analyse se fonde sur les indicateurs du changement tels que le facteur démographique, l'éducation, et la scolarisation.

Mots-clés : intégration de la femme - égalité - politiques publiques - genre - Algérie.

Ahmed MAHIOU : Les séquences du changement juridique en Algérie. Cinquante ans de droit (1962-2012)

Le changement juridique en Algérie, cinquante ans après l'indépendance est incontestablement impressionnant, puisqu'il a obéi à trois séquences successives. Dans un premier moment (1960-1973), il semble que l'on consacre la continuité en reconduisant le droit de la période coloniale. Dans un second moment, au cours des années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, s'ouvre une seconde phase, qui prend une position opposée, en annonçant la rupture apparemment complète avec l'héritage juridique colonial et l'avènement d'un droit socialiste spécifique. Enfin, depuis la fin des années 1980, succède un troisième moment qui dure encore et qui opère, à bien des égards, un retour à la première phase, permettant de dire que le cycle du droit algérien a fait sa révolution complète en ce sens qu'il est revenu au point de départ. Naturellement, il ne s'agit pas d'un retour au droit colonial, mais d'une tentative encore inachevée et parfois contradictoire de libéralisation du système juridique et d'insertion dans la mondialisation. Ce sont donc ces moments qu'il convient de présenter, même si la succession entre les trois phases n'est pas aussi tranchée, et qu'il y a eu des recoupements ou enchevêtrements, car les réalités sont plus nuancées et plus complexes en révélant une interaction entre les périodes et des paradoxes inattendus, dans la mesure où, la période de reconduction du droit a été aussi, celle de changements importants, et la période de rupture, celle d'une certaine continuité.

Mots-clés : décolonisation du droit - rupture ou continuité - droit libéral - droit socialiste - incertitudes de l'évolution actuelle - Algérie.

Ahmed BOUYACOUB : Croissance économique et développement 1962-2012 : quel bilan ?

L'analyse des performances de l'économie algérienne sur une longue période, 1962-2012, révèle plusieurs caractéristiques importantes. D'un côté, la croissance économique enregistrée, au cours de cette période, a été relativement faible, en comparaison internationale, malgré les niveaux élevés désinvestissements réalisés. D'un autre côté, cette faible performance n'a pas empêché l'indicateur de développement humain d'enregistrer une évolution très positive. Plusieurs facteurs expliquant ce paradoxe ont été identifiés et constituent un véritable blocage de la croissance économique. En revanche, le développement humain ne peut être durable sans une croissance économique soutenue et une véritable diversification de l'économie qui la mette à l'abri des aléas liés à la rente énergétique.

Mots-clés : économie algérienne - croissance - développement humain - investissement - rente - crises - Algérie.

Malik TAHAR-CHAOUCH : *Si loin, si proches : pour une approche comparative entre l'Algérie et le Mexique*

Cet article plaide pour une comparaison entre l'Algérie et le Mexique, ainsi qu'entre leurs espaces régionaux, en introduisant et en ébauchant quelques axes comparatifs possibles. Il s'articule principalement autour de trois axes : les identités et conflits postcoloniaux reliés au problème de l'action collective, la construction et l'évolution des Etats nationaux, en pleine mutation, et les systèmes politiques et les changements qu'ils expérimentent, en particulier, autour des enjeux de la démocratisation. En soulignant ce qui les rapproche (le passé colonial, les modèles d'Etats sociaux, le poids de la rente pétrolière dans l'économie, l'émigration, la violence, et les tentatives de changement politique), et ce qui les distingue, il tente d'ouvrir des perspectives qui permettent, à la fois, de décentrer l'analyse scientifique et de tirer des enseignements de celle-ci pour la compréhension de réalités respectives et des enjeux communs de ces régions du monde.

Mots-clés : contextes postcoloniaux - États nationaux - changement politique - violence - Mexique - Algérie.

Hocine KHELFAOUI : *De l'invention à l'innovation, l'énigmatique mutation*

Dans cet article, il s'agit de s'interroger pourquoi les technologies, mises en œuvre au sein du dispositif formel, ne dépassent pas le stade d'une utilisation, au mieux conforme au mode d'emploi, d'autant que celles qui se pratiquent en marge des prescriptions formelles sont appropriées, adaptées, voire « détournées » de leurs usages initiaux. Bien qu'elles naissent toujours en dehors ou en marge du dispositif formel, ces inventions restent, cependant, à l'état expérimental, ne dépassant guère le stade du prototype.

Nous souhaiterions montrer que, si les organisations formelles s'avèrent stériles, les pratiques informelles se révèlent plus inventives, sans, pour autant, parvenir à traduire leurs inventions en innovations, c'est-à-dire, reproductibles et commercialisables au sens Schumpétérien.

Mots-clés : innovation - créativité - pratiques sociales - technologies - industrie.

Farid BENRAMDANE : *Algérianité et onomastique. Penser le changement : une question de noms propres ?*

Le changement ne peut faire l'impasse sur la dimension patrimoniale de l'héritage onomastique (ou des noms propres) dans le pays le plus vaste d'Afrique, du Monde arabe ? Et du bassin méditerranéen, et d'une société dont « la filiation est établie depuis la plus haute antiquité » (Lacheraf). Le domaine des noms propres et sa gestion n'a pas un intérêt uniquement scientifique ou culturel, il relève de la plus haute importance pour le fonctionnement d'une

société. Il relève, à la fois, d'enjeux « quantitatifs » et « qualitatifs » qu'il s'agisse de patronymes, de prénoms, de télécommunications, de sécurité, d'état civil, de banques, de cartographie, de transport international, que d'œuvres de fiction, de noms de compte ou de mots de passe. Les univers toponymiques et anthroponymiques, fruit d'un long processus de sédimentation historique et linguistique, plurilingue et multilingue, ont subi tellement de traumatismes et de dérèglements durant la période coloniale et post-coloniale qu'il est important de rappeler les ressorts anthropologiques des traditions dé/nominatives locales, l'ampleur actuelle du déficit en la matière et la pertinence d'une grille de lecture de la dualité : « modernité civile / refoulé historique », à partir des données onomastiques.

Mots-clés : noms propres - modernité civile - colonialisme - état civil - filiation - Algérie.